

COMMISSION DE L'ECONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'EDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

du

van

JEUDI 19 AVRIL 2007

DONDERDAG 19 APRIL 2007

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 13 h 33 par M. Paul Tant, président.

01 Question de Mme Yolande Avontroodt à la ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture sur "le statut social des indépendants" (n° 14922)

01.01 Yolande Avontroodt (VLD) : Dans sa réponse écrite à cette question, M. Demotte m'a renvoyé à Mme Laruelle.

En raison d'une anomalie entre le statut social des indépendants et la réglementation relative à l'assurance soins de santé, certaines personnes soumises au statut social des indépendants peuvent se retrouver en mauvaise posture lorsqu'elles sont en situation d'incapacité au travail. Il s'agit des conjoints aidants pour qui l'assujettissement est limité au secteur des allocations en cas de maladie. Diverses législations risquent de faire perdre à d'aucuns leur droit au remboursement des soins médicaux.

La ministre a-t-elle connaissance de cette anomalie? Dans quelle mesure se concertera-t-elle avec le ministre des Affaires sociales pour résoudre la question ?

01.02 Sabine Laruelle, ministre (en néerlandais) : Je remercie Mme Avontroodt de m'avoir signalé ce problème. Il s'agit ici d'un nombre restreint de conjoints aidants, plus précisément ceux qui sont nés avant le 1^{er} janvier 1956 et qui relèvent du mini-statut. L'intégration des petits risques en matière de soins médicaux peut offrir une solution. Les intéressés peuvent se faire inscrire à partir du 1^{er} janvier 2008 auprès de la mutualité de leur choix en tant que résident titulaire ou d'ayant droit moins valide si les conditions réglementaires sont remplies.

01.03 Yolande Avontroodt (VLD) : Il y a une solution pour 2008 mais la situation se présente aujourd'hui déjà. La ministre admet que ces cas sont passés au-travers des mailles du filet. A-t-elle une solution à proposer en attendant à ce groupe restreint de personnes ? Elle peut faire déterminer le nombre de personnes concernées. Il n'est pas admissible que des gens ne puissent se faire rembourser les soins médicaux lorsqu'ils sont effectivement incapables au travail.

01.04 Sabine Laruelle, ministre (en néerlandais) : Je ne dispose pas des chiffres exacts et l'inasti non plus. Je ne nie pas qu'il y ait un problème mais ce problème sera de toute façon résolu le 1^{er} janvier 2008.

01.05 Yolande Avontroodt (VLD) : Il est à la fois utile et nécessaire de demander que soit dressé un inventaire de toutes les personnes concernées. Je trouve que ce serait une bonne chose si la ministre

s'engageait à prendre une mesure transitoire, par exemple en adressant une circulaire aux mutuelles.

01.06 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*) : Je demanderai les chiffres exacts à mon administration. Après les avoir analysés, je verrai ce qui est envisageable.

L'incident est clos.

02 Question de M. Francis Van den Eynde à la ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture sur "le recours aux services du bureau d'avocats de M. Marc Uyttendaele, professeur à l'ULB" (n° 15024)

02.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Selon certaines rumeurs dont j'ai eu vent ces dernières années, le gouvernement confierait beaucoup de dossiers au bureau d'avocats Uyttendaele, Gérard et Associés qui a des liens étroits avec la ministre de la Justice.

Le 27 février, j'ai demandé à tous les membres du gouvernement pour combien d'affaires ils avaient fait appel à ce bureau entre 2003 et 2006, et quel montant d'honoraires et de frais généraux ils lui avaient versé.

La ministre Laruelle ne m'ayant pas encore adressé de réponse écrite et la fin de la législature approchant à grands pas, je repose aujourd'hui cette question oralement.

02.02 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*) : Au cours de cette période, mes services n'ont pas sollicité les services de ce bureau d'avocats.

02.03 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Cette réponse ne me déçoit pas particulièrement. Je suis seulement surpris que tous les ministres MR me répondent la même chose.

02.04 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*) : Selon les statistiques, j'ai répondu à toutes les questions.

02.05 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : La ministre n'a-t-elle pas reçu cette question-là ?

02.06 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*) : Selon les statistiques du président, j'ai répondu à toutes les questions. J'ai le meilleur score. La question dont vous parlez était peut-être d'ordre statistique.

02.07 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Je félicite la ministre tout en lui assurant que je lui ai aussi adressé cette question.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Trees Pieters à la ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture sur "le rapport d'évaluation de la Commission d'arbitrage concernant la loi du 19 décembre 2005 relative à l'information précontractuelle dans le cadre d'accords de partenariat commercial" (n° 15113)

03.01 Trees Pieters (CD&V) : Après avoir suscité un vif émoi au Sénat et à la demande expresse du sp.a, l'article 10 de la loi sur la franchise dispose qu'une commission doit être instituée et être chargée de rédiger un rapport d'évaluation sur les effets de l'entrée en vigueur de cette loi. Nous avons reçu le rapport d'évaluation de la commission d'évaluation pendant les vacances de Pâques.

Ce rapport d'évaluation comporte un certain nombre d'observations critiques importantes. Ainsi, la loi ne serait pas suffisamment connue. Un sondage de la FEB a fait apparaître qu'un tiers seulement des entreprises ont connaissance des nouvelles dispositions. En outre, quelques notions sont interprétées différemment. Aux termes de l'arrêté royal du 1er juillet 2006, la commission d'arbitrage ne peut pas non plus rendre d'avis dans le cadre de conflits alors que l'auteur de la loi et plusieurs parlementaires l'avaient souhaité.

La loi est aussi mal respectée. L'Unizo a examiné une série de contrats et, dans quatre cas sur dix, des manquements ont été constatés concernant l'information précontractuelle. L'information est insuffisante dans la plupart des contrats et le délai d'attente d'un mois n'est pas respecté dans de nombreux cas.

Dans son rapport, la commission formule aussi une série de recommandations. Il conviendrait que le gouvernement et les organisations professionnelles mènent une campagne d'information et que le législateur précise la définition d'une série de notions énoncées dans la loi. Enfin, la commission préconise d'attendre la prochaine évaluation avant de fixer d'autres conditions en matière d'accords de coopération commerciale.

À cause de la publication tardive de la loi et de l'arrêté royal, l'évaluation s'est fait attendre longtemps. On ne pourra malheureusement plus résoudre les différents problèmes avant les élections.

Quelles conclusions la ministre tire-t-elle de ce rapport ? A-t-elle déjà entrepris certaines démarches en vue de résoudre les divers problèmes évoqués ?

03.02 **Sabine Laruelle**, ministre (*en néerlandais*) : Le dépôt tardif du rapport de la commission est dû aux délais accordés au Sénat pour examiner le projet. La loi étant parue au *Moniteur belge* le 18 janvier 2006, le délai de remise du rapport d'évaluation n'a pas été dépassé.

Il s'agit d'une première évaluation fondée sur les demandes sectorielles. Fin 2006, j'ai commandé à l'EHSAL une étude sur la collaboration dans le secteur du commerce de détail, dont j'attends les résultats pour la fin juin 2007.

La loi actuelle sur la franchise est le résultat d'un compromis entre les différents agents du secteur ; il serait délicat de revenir sur ce texte, même si la commission d'évaluation a formulé plusieurs observations à ce sujet.

Le secteur a été consulté à propos du contenu de la loi et il a joué un rôle actif sur le plan de la diffusion de l'information.

03.03 **Trees Pieters** (CD&V) : Les députés ne sont pas responsables du fait que cette loi devait encore être examinée par le Sénat. Le gouvernement n'a pas respecté le délai d'évocation dont dispose le Sénat. C'est la raison pour laquelle l'évaluation a été postposée.

Ce rapport montre clairement que la loi n'est pas respectée par les franchiseurs. Il convient de mener une campagne d'information. J'espère que l'ensemble du problème sera pris à bras le corps au cours de la prochaine législature.

L'incident est clos.

La discussion des questions se termine à 13 h 54.

De vergadering wordt geopend om 13.33 uur en voorgezeten door de heer Paul Tant.

01 **Vraag van mevrouw Yolande Avontroodt aan de minister van Middenstand en Landbouw over "het sociaal statuut der zelfstandigen" (nr. 14922)**

01.01 **Yolande Avontroodt** (VLD): In zijn schriftelijk antwoord op deze vraag verwees minister Demotte naar de bevoegdheid van minister Laruelle.

Omwille van een anomalie tussen het sociaal statuut der zelfstandigen en de reglementering inzake de ziektekostenverzekering kunnen bepaalde personen die onderworpen zijn aan het sociaal statuut van zelfstandigen, uit de boot vallen wanneer ze arbeidsongeschikt worden. Het gaat hierbij om de echtgenotes-helpers voor wie de onderwerping beperkt is tot de sector uitkeringen in geval van ziekte. Door de diverse wetgevingen dreigen bepaalde personen hun recht op terugbetaling van medische zorg te verliezen.

Is de minister op de hoogte van deze anomalie? Hoe zal ze overleggen met de minister van Sociale Zaken om deze kwestie op te lossen?

01.02 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): Ik dank mevrouw Avontroodt omdat ze mij van deze problematiek op de hoogte bracht. Het gaat hier om een beperkt aantal medewerkende echtgenotes, namelijk zij die vóór 1 januari 1956 geboren zijn en die in het ministatuut zitten. De integratie van kleine risico's in de verplichte verzekering inzake geneeskundige verzorging voor zelfstandigen kan hiervoor een oplossing bieden. De betrokkenen kunnen zich vanaf 1 januari 2008 bij het ziekenfonds van hun keuze inschrijven als resident titularis of mindervalide gerechtigde als de reglementaire voorwaarden vervuld zijn.

01.03 **Yolande Avontroodt** (VLD): Er is een oplossing voor 2008, maar de situatie doet zich vandaag ook al voor. De minister erkent zelf dat dit tussen de mazen van het net geglipt was. Kan de minister geen onmiddellijke oplossing bieden aan deze beperkte groep? Zij kan toch nagaan om hoeveel mensen het gaat. Het kan toch niet dat mensen geen terugbetaling van medische kosten krijgen wanneer ze effectief arbeidsongeschikt zijn.

01.04 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): Ik heb de juiste cijfers niet en de RSVZ evenmin. Ik erken dat er een probleem bestaat. Dat probleem wordt opgelost op 1 januari 2008.

01.05 **Yolande Avontroodt** (VLD): Het is nuttig en noodzakelijk om een inventaris te vragen van het aantal betrokkenen. Het zou goed zijn mocht de minister zich engageren tot een overgangsmaatregel, bijvoorbeeld via een rondzendbrief aan de ziekenfondsen.

01.06 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): Ik zal mijn administratie de juiste cijfers vragen. Na analyse zal ik zien wat er al dan niet mogelijk is.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Francis Van den Eynde aan de minister van Middenstand en Landbouw over "het beroep dat werd gedaan op het advocatenkantoor van ULB-professor Marc Uyttendaele" (nr. 15024)

02.01 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang): De laatste jaren vang ik geruchten op dat de regering nogal veel dossiers zou toevertrouwen aan het advocatenkantoor Uyttendaele, Gérard en associés, dat nauwe banden heeft met de minister van Justitie.

Op 27 februari vroeg ik alle regeringsleden voor hoeveel rechtszaken ze van 2003 tot 2006 een beroep hadden gedaan op dat kantoor en welk bedrag aan erelonen en onkosten daarvoor werd betaald.

Omdat minister Laruelle mij nog geen schriftelijk antwoord bezorgde en het einde van de zittingsperiode nadert, stel ik de vraag vandaag mondeling opnieuw.

02.02 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): In die periode deden mijn diensten geen beroep op dit advocatenbureau.

02.03 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang): Dit antwoord ontgoocht mij allerminst. Het valt mij op dat alle MR-ministers mij dat antwoord geven.

02.04 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): Volgens de statistieken heb ik alle vragen beantwoord.

02.05 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang): Had de minister deze vraag dan niet gekregen?

02.06 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): Volgens de statistieken van de voorzitter heb ik alle vragen beantwoord. Ik heb het beste resultaat. Misschien was deze vraag van statistische aard.

02.07 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang): Ik bied de minister mijn gelukwensen aan, maar verzeker haar dat ik deze vraag ook tot haar had gericht.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Trees Pieters aan de minister van Middenstand en Landbouw over "het

evaluatieverslag van de Arbitragecommissie over de wet van 19 december 2005 betreffende de precontractuele informatie bij commerciële samenwerkingsakkoorden" (nr. 15113)

03.01 Trees Pieters (CD&V): Na heel wat commotie in de Senaat en op uitdrukkelijke vraag van de sp.a bepaalt artikel 10 van de franchisewet dat een arbitragecommissie moet worden opgericht die een evaluatieverslag moet opstellen over de gevolgen van de invoering van deze wet. In de paasvakantie hebben wij het evaluatieverslag van de arbitragecommissie ontvangen.

In dit evaluatieverslag staan enkele belangrijke kritische opmerkingen. Zo zou de wet nog niet voldoende bekend zijn. Na een rondvraag van het VBO blijkt dat slechts een derde van de Belgische bedrijven op de hoogte is van de nieuwe bepalingen. Bovendien worden enkele begrippen op een verschillende wijze geïnterpreteerd. Volgens het KB van 1 juli 2006 mag de arbitragecommissie ook geen adviezen uitbrengen in het kader van geschillen, terwijl de auteur van de wet en diverse parlementsleden dit wel hadden gevraagd.

De wet wordt ook niet goed nageleefd. Unizo screende een aantal contracten en in vier op de tien gevallen werden gebreken vastgesteld in verband met de precontractuele informatieverstrekking. In de meeste contracten staat onvoldoende informatie en vaak wordt de wachttermijn van een maand niet gerespecteerd.

De commissie formuleert in haar verslag ook een aantal aanbevelingen. Er zou een informatiecampagne gevoerd moeten worden door de overheid en de beroepsorganisaties. Een aantal begrippen uit de wet zou beter omschreven moeten worden door de wetgever. Ten slotte raadt de commissie aan om de volgende evaluatie af te wachten alvorens andere voorwaarden voor commerciële samenwerkingsakkoorden te bepalen.

Door de laattijdige publicatie van de wet en het KB moesten we lang op deze evaluatie wachten. Het is jammer dat de verschillende pijnpunten niet meer kunnen worden opgelost voor de verkiezingen.

Welke conclusies trekt de minister uit dit rapport? Heeft de minister reeds een aanzet gegeven om de diverse pijnpunten aan te pakken?

03.02 Minister Sabine Laruelle (*Nederlands*): De laattijdige indiening van het verslag van de commissie is het gevolg van de termijnen die de Senaat kreeg om het ontwerp te bestuderen. De wet werd op 18 januari 2006 gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* en de termijn voor het evaluatieverslag is dus niet overschreden.

Het gaat hier om een eerste evaluatie op basis van de sectorenaanvragen. Ik heb eind 2006 de opdracht gegeven aan EHSAL om een studie uit te voeren over de samenwerking in de sector van de detailhandel, waarvan ik de resultaten verwacht tegen eind juni 2007.

De huidige franchisewetgeving is het resultaat van een compromis tussen de verschillende sectoragenten en het zou delicaat zijn om daarop terug te komen, ook al heeft de evaluatiecommissie een aantal opmerkingen geformuleerd.

De sector werd over de inhoud van de wet geraadpleegd en heeft een actieve rol gespeeld in de informatieverbreiding.

03.03 Trees Pieters (CD&V): Het is niet de schuld van de Kamerleden dat deze wet nog door de Senaat behandeld moest worden. De regering heeft de evocatieperiode van de Senaat niet gerespecteerd. Daarom is de evaluatie uitgesteld.

Dit verslag maakt het duidelijk dat de wet niet gerespecteerd wordt door de franchisinggevers. Er moet een informatiecampagne komen. Ik hoop dat dit probleem in de volgende regeerperiode in zijn geheel wordt aangepakt.

Het incident is gesloten.

De behandeling van de vragen eindigt om 13.54 uur.

